

**Assemblée générale**

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale

9 mars 2012

Français

Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 17^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 10 novembre 2011, à 15 heures

Président : M. Tommo Monthe (Cameroun)
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires :* M. Kelapile

Sommaire

Point 134 de l'ordre du jour: Projet de budget-programme pour l'exercice
biennal 2012-2013 (*suite*)

Normes comptables internationales pour le secteur public

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-58811X (F)

**Merci de recycler**

La séance est ouverte à 15 h 20.

Point 134 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 (suite)

Normes comptables internationales pour le secteur public (A/66/151, A/66/308 et Add.1, A/66/379 et A/66/536).

1. **M. Ramanathan** (Directeur chargé du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité), présentant le quatrième rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) par l'Organisation des Nations Unies (A/66/379), qui couvre la période allant du 1^{er} août 2010 au 31 août 2011, indique que le premier chapitre du rapport examine les progrès réalisés dans la mise en application des normes IPSAS dans l'ensemble du système des Nations Unies. Suite à l'établissement en 2008 des états financiers du Programme alimentaire mondial (PAM) conformément aux normes IPSAS, huit autres organismes ont pour la première fois établi leurs états financiers au 31 décembre 2010 selon les nouvelles normes. Ces états financiers ont fait l'objet, à l'issue de leur vérification, d'une opinion sans réserve, ce qui est une première étape importante dans l'adoption des normes. Quatorze autres organismes poursuivent activement les préparatifs en vue de la mise en application des normes IPSAS. Bien que des écueils jalonnent ce processus, tous ont signalé qu'ils sont dans les temps pour respecter des dates d'adoption s'échelonnant entre 2011 et 2014 et qu'ils échangent activement leurs données d'expérience, avec le concours du Groupe de travail des normes comptables du Comité de haut niveau sur la gestion et de l'équipe chargée du projet IPSAS pour l'ensemble du système, afin d'anticiper et de résoudre les problèmes pouvant faire obstacle à une mise en application en temps voulu.

2. En ce qui concerne l'adoption des normes IPSAS par l'Organisation des Nations Unies elle-même, traitée dans le deuxième chapitre du rapport, l'objectif est de présenter, pour les opérations de maintien de la paix, des états financiers conformes aux normes IPSAS pour l'exercice se terminant en juin 2014 d'ici au 30 septembre de cette même année, alors que, pour le reste des activités du Secrétariat, la date butoir pour la présentation des états financiers pour l'exercice se terminant en décembre 2014 a été fixée au 31 mars 2015. Le rapport passe en revue les problèmes

rencontrés pour respecter les deux dates butoirs ainsi que les mesures prises pour y remédier, en tenant compte des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur les progrès réalisés dans l'application des normes IPSAS (A/66/151). Tout en ayant conscience de l'existence de risques importants, le Secrétaire général reste déterminé à respecter ces objectifs.

3. Des progrès significatifs ont été réalisés au cours de l'année écoulée en vue de finaliser le cadre des conventions comptables conformes aux normes IPSAS, qui est également nécessaire pour soutenir la phase de conception d'Umoja. La dynamique du projet IPSAS s'est déplacée vers la mise en application, ce dont s'est félicité le Comité des commissaires aux comptes et ce dont témoigne, par exemple, l'attention accrue que le Comité de pilotage des normes IPSAS de l'ONU porte à la gestion des risques dans la phase d'exécution. En ce qui concerne les préoccupations exprimées par le Comité des commissaires aux comptes, qui craint que l'adoption des normes IPSAS ne présente un risque particulièrement élevé pour l'Organisation des Nations Unies en raison des incertitudes sur la mise en œuvre de l'opération Umoja, ainsi que du nombre et de la complexité des entités impliquées, plusieurs mesures ont été prises pour atténuer progressivement les risques. Par exemple, des matrices de gestion des risques, qui servent au Comité de pilotage à contrôler toutes les activités d'application, de planification et d'exécution, ont été mises au point par le Secrétaire général pour l'identification et la gestion des risques dans les bureaux hors Siège et dans les missions, ainsi que dans l'ensemble du projet. Après la publication du rapport du Comité des commissaires aux comptes, un plan de déploiement en deux phases a été conçu pour le projet Umoja, ce qui devrait atténuer les risques pouvant nuire à la mise en application des normes IPSAS. Le plan de mise en service a été adapté à la lumière de cette nouvelle stratégie et de ce nouveau calendrier de déploiement. Toutefois, compte tenu des importants problèmes inhérents à tout projet de déploiement de progiciels de gestion intégrés, des plans de secours et des solutions ad hoc, impliquant l'utilisation d'une combinaison de processus manuels et semi-automatisés, sont également envisagés, en étroite consultation avec le projet Umoja, afin de remédier à des retards éventuels dans la mise en service du progiciel. S'il est possible de recourir provisoirement à ces systèmes pour faciliter l'application des normes IPSAS, cette option n'est

manifestement pas viable au-delà de la période initiale. Le Comité consultatif a formulé quelques observations et recommandations importantes à cet égard.

4. Alors que le projet IPSAS repose toujours sur la coordination centralisée de la gestion du changement et des activités correspondantes, les équipes locales de soutien aux normes IPSAS dans les bureaux hors Siège et les missions de terrain commencent à mener leurs propres activités de mise en application, le Département de l'appui aux missions coordonnant l'exécution sur le terrain. Des activités préalables à la mise en œuvre ont aussi été lancées dans plusieurs bureaux par le biais d'exercices concertés de validation sur le terrain, qui ont conduit à la formulation des programmes d'application détaillés nécessaires au niveau des différents bureaux pour faciliter la transition aux normes IPSAS. Davantage d'activités de ce type sont prévues dans les mois à venir.

5. Comme le recommandent le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif, un plan pour la réalisation des avantages doit être élaboré. Bien que certains travaux aient déjà été réalisés dans ce domaine, notamment en ce qui concerne les problèmes qui pourraient faire obstacle à la réalisation des avantages, le Secrétaire général est conscient de la nécessité de dégager les synergies entre les efforts menés dans le cadre des initiatives IPSAS et Umoja afin d'en exploiter toutes les retombées positives. Dans cette optique, il travaille également en étroite collaboration avec le Comité des commissaires aux comptes et avec d'autres organismes des Nations Unies pour tirer pleinement parti des données d'expérience mutuelles.

6. Le Comité de haut niveau sur la gestion intensifie sa surveillance du projet IPSAS, avec un examen trimestriel des progrès, et, compte tenu de la forte interdépendance des projets IPSAS et Umoja, il étudie maintenant conjointement leurs rapports respectifs sur l'état d'avancement des travaux.

7. **M. Liu Yu** (Président du Comité des opérations d'audit, Comité des commissaires aux comptes), présentant le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les progrès réalisés dans l'application normes IPSAS au 30 juin 2011 (A/66/151), rappelle que le but de l'adoption des normes IPSAS est de permettre aux parties prenantes d'avoir un meilleur aperçu du fonctionnement et de la situation financière des entités, et aux gestionnaires de disposer

d'informations plus précises pour assurer un encadrement, promouvoir des décisions efficaces par rapport aux coûts et préserver la viabilité financière à long terme. Ayant examiné l'état d'avancement du projet à l'Organisation des Nations Unies, y compris les opérations maintien de la paix, et dans plusieurs de ses fonds et programmes, le Comité a conclu de manière générale qu'il existe un certain nombre de risques critiques qui peuvent compromettre la mise en application des normes en temps voulu et la réalisation des avantages envisagés par l'Assemblée générale. Si des mesures efficaces ne sont pas prises d'urgence pour réduire ces risques, il est peu probable que les normes IPSAS pourront être appliquées comme prévu au sein de l'Organisation des Nations Unies et de ses opérations de maintien de la paix. De l'avis du Comité, s'il est possible d'appliquer les normes à la date prévue, c'est-à-dire d'ici à 2012, pour les autres entités, il y a des risques importants et urgents à gérer dans l'intervalle. Le simple fait d'obtenir des opinions non assorties de commentaires pour les comptes vérifiés n'implique pas que les normes IPSAS sont bien appliquées; les gains obtenus sur le plan de la rationalisation des décisions et de l'amélioration de la productivité sont aussi déterminants à cet égard et pourraient exiger la mobilisation de toutes les entités opérationnelles et une profonde modification des schémas culturels. En outre, les avantages ne se matérialiseront pas tous immédiatement, mais seront acquis progressivement, grâce à une gestion attentive. Le Comité, soulignant l'importance d'une planification adéquate pour la réalisation des avantages, constate que, dans la quasi-totalité des entités, les mécanismes de gestion appropriés n'ont pas encore été mis en place pour opérer les changements nécessaires et qu'il ne semble guère établi que les entités opérationnelles soient en mesure d'appréhender les nouvelles informations dont elles disposeront par l'intermédiaire des normes IPSAS, ou qu'elles réfléchissent à la manière dont elles les exploiteront pour améliorer le rapport coût-efficacité de leurs activités.

8. S'agissant de l'Organisation des Nations Unies et de ses opérations de paix, si la stratégie retenue pour l'adoption des normes IPSAS présuppose qu'Umoja sera mis en service de manière satisfaisante, les retards accusés par ce projet impliquent que sa réalisation ne sera pas achevée en temps voulu pour appuyer l'application des nouvelles normes comme on le prévoyait. Le Comité n'a pas eu connaissance de l'existence de plans bien définis indiquant comment les

priorités établies dans ce contexte seront réaménagées pour assurer cet appui, ni de plans de secours au cas où il serait impossible de redéfinir globalement ou partiellement les priorités. Cependant, l'Organisation des Nations Unies connaît ce risque et commence à prendre des dispositions pour le gérer. Tant que la décision concernant Umoja n'aura pas été prise et qu'un plan d'application clair et global n'aura pas été établi, le Comité n'a aucune garantie que l'ONU sera capable d'adopter les normes IPSAS d'ici à 2014. Les autres risques pouvant faire obstacle à la mise en application sont l'absence, au moment de l'examen du Comité, d'un dispositif formel pour la gestion des risques afférents à l'adoption des normes IPSAS, bien qu'entre-temps un inventaire des risques ait été établi; le manque de préparation pour ce qui est de la collecte des données qui permettront de déterminer la valeur des actifs et de calculer des soldes d'ouverture cohérents; le fait que l'Équipe IPSAS ONU n'a pas le sentiment qu'elle possède tous les éléments voulus pour établir des états financiers « à blanc » avec des données comptables réelles; et le temps insuffisant dont disposent les entités opérationnelles pour appliquer les directives et les processus-métiers y afférents correctement et uniformément, pour assurer l'établissement d'états financiers conformes pendant la première année du passage aux normes. Peu de signes dénotent le déploiement des méthodes de gestion du changement et des ressources correspondantes nécessaires pour appuyer l'application des normes IPSAS et assurer les adaptations culturelles requises pour l'incorporation des concepts de la comptabilité d'exercice. Il n'y a pas beaucoup de signes non plus d'une stratégie de communication et d'une prise de conscience des objectifs à atteindre et, en particulier, des possibilités d'utilisation des informations de meilleure qualité qui seront disponibles après l'adoption des normes IPSAS pour contribuer à l'amélioration de la responsabilisation, à une plus grande efficacité-coût dans les méthodes de travail et à la rationalisation de la prise de décisions.

9. En ce qui concerne les fonds et programme des Nations Unies, il reste beaucoup à faire pour collecter, nettoyer et convertir convenablement les données en vue de la mise en application des normes IPSAS et la plupart des organisations n'ont pas encore arrêté définitivement toutes les méthodes comptables, de sorte que personnel des bureaux extérieurs risque de ne pas être formé ou de ne pas bien connaître les nouveaux principes et procédés nécessaires à

l'adoption de ces normes. En outre, certaines entités n'ont pas constitué des équipes expertes, dotées de toutes les ressources voulues. À l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, par exemple, il n'y a pas de responsable attribué pour la direction du projet ou d'équipe spécialement mandaté pour la mise en œuvre; le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) fait trop appel à des consultants externes; et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) est encore en train de recruter à des postes essentiels de son équipe de mise en œuvre. La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies doit encore obtenir l'approbation de son comité mixte pour continuer d'appliquer le Règlement financier et les règles de gestion financière à sa comptabilité et à ses rapports d'une manière qui permette d'assurer la conformité aux normes IPSAS d'ici à 2012. Pour certaines entités, même s'il se révèle possible de présenter des états financiers conformes aux normes IPSAS en 2012, il est très peu probable que les avantages attendus de l'adoption de ces normes seront obtenus sans nouveaux retards importants, en raison de l'absence de stratégies bien pensées de réalisation des avantages et de mécanismes adaptés pour la gestion du changement.

10. **M. Kelapile** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/536), souligne que ce dernier a invité le Secrétaire général à continuer de recueillir, d'analyser et de diffuser des informations concernant les difficultés rencontrées ainsi que les enseignements et les avantages que les organismes des Nations Unies qui ont appliqué les normes IPSAS en 2010 ont pu en tirer, et à tirer parti de l'expérience acquise pour affiner davantage les plans et stratégies de mise en œuvre des organismes qui ne les ont pas encore adoptées.

11. Bien que le Comité consultatif soit conscient de la nécessité d'élaborer des plans de secours afin d'établir les premiers états financiers conformes aux normes IPSAS d'ici aux dates butoirs en utilisant une combinaison de solutions temporaires, dans le cas de nouveaux retards dans la mise en service d'Umoja, il est resté préoccupé par le fait que l'on consacre d'importantes ressources à la mise en œuvre de solutions temporaires qui pourraient ne pas être suffisamment solides pour garantir le succès de la mise en œuvre des normes IPSAS, en détournant du même

coup des ressources précieuses de la mise en service d'Umoja. Il demande donc qu'un contrôle strict soit exercé sur l'exécution du projet d'application des normes IPSAS et que des mécanismes propres à assurer un règlement rapide des problèmes au jour le jour soient établis, afin de maîtriser les coûts, d'éviter de nouveaux retards et de veiller à la mise en place d'une solution viable. Il souligne par ailleurs qu'il est important que toutes les activités du projet soient coordonnées et que les acteurs qui y participent coopèrent et collaborent pleinement entre eux.

12. Le Comité consultatif accueille avec satisfaction le premier rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les progrès réalisés dans l'application des normes IPSAS (A/66/151), qui apporte à l'Assemblée générale de précieuses informations sur les problèmes clefs rencontrés. Il estime que le Comité des commissaires aux comptes a un rôle important à jouer en dispensant des conseils et des orientations aux entités qui s'emploient à mettre en application les normes. La collaboration étroite qui existe entre le Comité et les entités concernées doit se poursuivre tout au long du processus afin de garantir un passage réussi aux normes IPSAS, y compris grâce à l'examen par le Comité des états financiers à blanc au cours de l'exercice précédent la pleine mise en œuvre des normes.

13. Le Comité consultatif est d'avis, comme le Comité des commissaires aux comptes, que le simple fait d'obtenir des opinions non assorties de commentaires pour les comptes vérifiés ne suffira pas à indiquer que les normes IPSAS sont bien appliquées, et que d'autres gains seront tout aussi déterminants. Il compte donc sur le Secrétaire général pour établir un plan pour l'obtention des avantages des normes, comme recommandé par le Comité des commissaires aux comptes, et l'encourage à poursuivre activement ses efforts pour instaurer une culture d'entreprise axée sur l'amélioration des résultats et l'efficacité, au moment où l'Organisation se prépare à passer aux normes IPSAS.

14. **M. Biraud** (Corps commun d'inspection), présentant le rapport du Corps commun d'inspection (CCI) intitulé « État de préparation des organismes des Nations Unies en vue de l'application des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) » (A/66/308), fait remarquer qu'avec sa compétence sur l'ensemble du système et son indépendance, le CCI était particulièrement bien placé

pour surveiller et comparer la mise en œuvre des normes IPSAS à travers toutes les organismes des Nations Unies. Cependant, aucun des inspecteurs n'étant expert en comptabilité, le projet n'aurait pas pu être lancé sans la contribution de M. Jean-François Des Robert, spécialiste reconnu de la mise en œuvre des normes IPSAS dans divers pays en développement et en transition, qui a accepté de travailler en la modeste qualité d'attaché de recherche. Sa mort, moins de trois mois après le début de sa collaboration, a retardé le rapport de plus d'un an, le temps de mobiliser un nouveau collaborateur suffisamment expert en comptabilité. Cette expérience a prouvé les bienfaits d'une articulation Inspecteur-expert extérieur devenue classique dans le domaine de l'évaluation, mais que le budget du CCI continue d'ignorer.

15. Le rapport, outre la technicité de son sujet, devait s'adresser à la fois aux spécialistes des divers services comptables et financiers des organismes des Nations Unies, mais aussi à un public beaucoup plus large, composé notamment des États Membres et des fonctionnaires des organisations visées. Il s'agissait de suivre simultanément les progrès des 22 organismes des Nations Unies concernés et les travaux de leur organe commun, l'Équipe spéciale pour les normes comptables. Le sujet couvert par le rapport présente des dimensions très diverses, mais il a fallu énormément résumer afin de se conformer aux règles de longueur standard des rapports du CCI. Le rapport donne un aperçu des progrès accomplis vers la mise en application des normes IPSAS au sein du système des Nations Unies et cherche à expliquer, entre autres, pourquoi des normes comptables internationales sont nécessaires, pourquoi les normes comptables du système des Nations Unies (UNSAS) ne suffisent pas pleinement aux besoins des organismes des Nations Unies, quels sont les principaux avantages attendus, les risques et les coûts du passage aux normes IPSAS et quelles seront les principales incidences des nouvelles normes IPSAS sur les organisations concernées. Faute de pouvoir présenter chacun des 22 projets de façon très détaillée, celui du Programme alimentaire mondial (PAM) a été choisi et présenté en annexe au rapport en tant que première et seule transition aux normes IPSAS déjà couronnée de succès. Dans le rapport, les Inspecteurs comparent l'état des projets respectifs en 2010, sur la base des réponses aux questionnaires distribués par l'équipe spéciale et le CCI, et dégagent 16 pratiques optimales pour un passage sans heurts aux normes IPSAS, un grand nombre de ces pratiques étant

fondées sur l'expérience du PAM, mais aussi sur celle d'organisations pionnières comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou la Commission européenne.

16. Ce travail révèle que l'ensemble des risques, des coûts et de la complexité d'un passage aux normes IPSAS, sa durée réelle et l'importance de ses liens avec d'autres réformes administratives n'ont été perçus que de façon très abstraite et ont été sous-estimés lors des décisions de principe sur l'adoption des normes IPSAS. Il confirme aussi que le succès de toute grande réforme administrative repose sur l'adhésion de toutes les parties prenantes.

17. Le rapport recommande que les organes délibérants des organismes des Nations Unies demandent à leurs Chefs de secrétariat respectifs de publier des rapports d'étape réguliers sur l'état de la mise en application des normes IPSAS, une recommandation qui ne s'applique pas dans le cas de l'Organisation des Nations Unies, puisque des rapports de ce type sont déjà publiés par le Secrétaire général et le Comité consultatif; que les organes délibérants assurent l'appui, le personnel et le financement nécessaires pour permettre un passage réussi et effectif aux normes IPSAS; et que les Chefs de secrétariat veillent au respect des 16 pratiques optimales recensées dans le rapport. Alors que certaines organisations ont déjà mis en œuvre certaines de ces pratiques, le rapport peut constituer une référence commune pour d'autres, comme le confirme le Secrétaire général dans la note (A/66/308/Add.1) transmettant ses observations et celles des membres du Conseil des Chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination sur le rapport du CCI, où il indique que les membres du Conseil se félicitent de l'analyse contenue dans le rapport, ainsi que de ses recommandations, et acceptent les références proposées par le Corps commun d'inspection, tout en exprimant des remarques sur plusieurs d'entre elles.

18. Les Inspecteurs se félicitent des observations formulées sur le rapport du CCI par le Comité des commissaires aux comptes et le Secrétaire général dans leurs rapports respectifs (A/66/151 et A/66/379) et notent qu'un membre de l'IPSAS Board du secteur privé a fait référence positivement à la liste des 16 pratiques optimales lors d'une conférence récente sur la mise en application des normes IPSAS.

19. **M. Herman** (Conseil des Chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination), présentant la note du Secrétaire général (A/66/308/Add.1) transmettant ses observations et celles du Conseil sur le rapport du CCI (A/66/308), indique que les membres du Conseil trouvent très intéressant le rapport et se félicitent de l'exhaustivité de l'analyse qu'il présente. En raison de l'étroite coordination maintenue entre le CCI et les organismes des Nations Unies pendant le processus de préparation du rapport, ces derniers souscrivent dans une large mesure aux recommandations du CCI. De nombreux organismes indiquent qu'ils ont adopté, ou sont en voie d'adopter, la plupart des références proposées. Les seuls points de résistance concernent la pratique optimale 15, pour laquelle certains organismes estiment que c'est aux vérificateurs internes qu'il appartient de tester les pratiques de contrôle interne, et les pratiques optimales 13 et 16, en raison des préoccupations quant à la faisabilité de la mise en œuvre.

20. **M. Suárez Salvia** (Argentine), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et la Chine, rappelle que le Groupe a toujours été favorable aux mesures visant à améliorer l'efficacité, la transparence et la responsabilisation au sein du système des Nations Unies par le biais d'une amélioration des informations financières et d'un renforcement des contrôles, et félicite les organisations qui ont appliqué avec succès les normes IPSAS. Gardant à l'esprit que la date butoir pour l'adoption des normes IPSAS par le Secrétariat de l'ONU est reportée jusqu'en 2014, le Secrétariat doit prendre des mesures rapides et efficaces pour répondre aux principales préoccupations soulevées par le Comité des commissaires aux comptes afin de respecter l'objectif de mise en œuvre et de planifier des mesures pour imprévus et des mesures spécifiques d'atténuation des risques. Le Groupe demandera des informations complémentaires lors des consultations officielles sur le niveau d'implication des organes de contrôle des Nations Unies et de l'équipe à l'échelle du système dans les efforts faits par le Secrétariat pour mettre en œuvre les normes IPSAS en 2014.

21. Le Groupe attend du Secrétaire général qu'il mette pleinement en œuvre les recommandations du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif, y compris celles concernant l'établissement d'états financiers modèles et plans précis pour des essais à blanc sur la base de données comptables

réelles; la constitution d'équipes expertes sur l'application des normes IPSAS, dotées de toutes les ressources voulues; et l'établissement d'un plan précis pour la collecte, le nettoyage et la migration des données pour la mise en application des normes IPSAS. Une stratégie globale de formation du personnel est également nécessaire avant la mise en application des normes IPSAS pour que permette au Secrétariat de l'ONU de tirer parti de l'expérience des organismes qui sont passés aux normes les premiers et minimiser les risques considérables associés au processus de transition. Le Secrétaire général doit continuer à cordonner tous les aspects du passage aux normes IPSAS, ainsi qu'à recueillir, analyser et diffuser des informations sur les difficultés rencontrées, les leçons apprises et les avantages obtenus par les organisations qui ont déjà introduit les nouvelles normes, afin d'affiner davantage les plans et stratégies d'application de celles qui ne les ont pas encore adoptées.

22. **Le Président** se demande si une attention suffisante est accordée à la question des éléments des Normes comptables du système des Nations Unies (UNSAS) à transférer dans les normes IPSAS. Par ailleurs, rappelant que le système Umoja est censé servir de support au passage aux normes IPSAS, il se demande si le retard dans le déploiement de ce système reflète l'absence de dispositifs appropriés de gestion du changement ou une réticence à adhérer à la plus grande transparence et à la plus grande responsabilisation dans la gestion qu'impliquent les normes IPSAS.

23. **M. Biraud** (Corps commun d'inspection) précise que le passage aux normes IPSAS exige, en fait, des organismes des Nations Unies qu'ils acceptent un cadre de comptabilité préexistant au lieu de décider des éléments qui doivent y être incorporés. En prenant la décision d'adopter les normes IPSAS, ces organismes se sont eux-mêmes soumis à l'autorité de l'IPSAS Board, entité au sein de laquelle l'Organisation des Nations Unies est maintenant représentée. Beaucoup de travaux sont encore nécessaires pour interpréter les normes IPSAS et s'adapter au nouveau système. En particulier, l'Équipe spéciale sur les normes comptables étudie les moyens d'interpréter les règles de manière concrète et normalisée. Le rapport du CCI souligne à la fois les risques et les possibilités associés à la mise en application des normes IPSAS. On s'emploie actuellement à sensibiliser les responsables

de la transition aux avantages présentés par ces normes. M. Biraud convient avec le Président qu'une volonté de changement est indispensable pour garantir que des progrès suffisants sont réalisés. La décision de mettre en application les normes IPSAS est déjà prise; il importe maintenant de tirer pleinement parti des avantages de cette transition.

La séance est levée à 16 h 30.